



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2017-832

19/10/2017

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidatures : 17 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de directeur de la santé des végétaux et du laboratoire de la santé des végétaux (F/H) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel – CDI) à Angers (49).
- 1 poste de directeur à la direction financement de la recherche et de la veille scientifique (F/H) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel – CDI) à Maisons-Alfort (94).
- 2 postes d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDI) à Maisons-Alfort (94).
- 1 poste de directeur de l'évaluation des risques (F/H) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel – CDI) à Maisons-Alfort (94).

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'assistant administratif au service de la commande publique et des achats durables (F/H) (titulaire de catégorie B ou C) à Rochefort (17).
- 1 poste d'assistant administratif au service des affaires financières (F/H) (titulaire de catégorie B) à Rochefort (17).

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chargé de mission aires marines protégées et gestion milieu marin (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel -CDI) à Marseille (13).

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de gestionnaire budgétaire et comptable (F/H) (titulaire de catégorie C ou agent contractuel – CDI) à Paris 17^{ème}.
- 1 poste de conservateur de la réserve nationale de chasse et de la faune sauvage du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny (F/H) (agent contractuel – CDD de 3 ans) à Giffaumont (51).
- 1 poste de secrétaire général de la délégation régional Occitanie (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDI) à Toulouse (31).
- 1 poste de délégué régional Bourgogne – Franche-Comté (F/H) (titulaire de catégorie A ou A+ ou agent contractuel – CDI) à Dijon (21).

- 1 poste de gestionnaire budgétaire (F/H) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel – CDI) à Paris 17^{ème}.
- 1 poste de coordinateur du plan « Tortues marines » Guyane (F/H) (agent contractuel – CDD de 2 mois reconductible) à Cayenne (973).

Parcs nationaux :

- 1 poste de technicien « Bâtiments » au parc national de Port-Cros (F/H) (titulaire de catégorie B) à Hyères (83).
- 1 poste de chef du service territorial Vésubie du parc national du Mercantour (F/H) (titulaire de catégorie A) à Saint Martin Vésubie (06).

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste de directeur adjoint (F/H) (titulaire de catégorie A+) à Montreuil (93).

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Poste à pourvoir	Directeur de la santé des végétaux et Directeur du laboratoire de la santé des végétaux (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1, Directeur de recherche ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation
Localisation	Angers (49)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, d'alerte et de conseil scientifique et technique ; ils contribuent à la mise en œuvre de la surveillance épidémiologique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale et européens
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de la santé des végétaux (LSV)

Missions / contexte Le Laboratoire de la santé des végétaux est l'organe de référence et d'appui scientifique et technique de l'Anses en matière de risques pour la santé des végétaux. Ses activités contribuent, au sein de l'Agence, à l'approche globale de l'évaluation des risques.

Ses attributions couvrent toutes les disciplines relatives à la santé du végétal :

- identification des organismes phytopathogènes et pathogènes tropicaux,
- détection des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)
- expertise sur les plantes invasives dans les milieux cultivés
- identification des ravageurs

Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de veille, d'épidémiologie et d'expertise scientifique et technique de l'Agence.

Le Laboratoire de la santé des végétaux comprend 76 personnes et une dizaine de CDD/doctorants sur 6 sites spécialisés. Localisées à Angers, Montpellier, Nancy, Rennes et Saint Pierre de La Réunion, ces unités spécialisées couvrent respectivement la bactériologie, la virologie et les OGM, l'entomologie et les plantes invasives, la mycologie, la nématologie, et les ravageurs et agents pathogènes tropicaux. La station de Clermont-Ferrand contribue à ces activités mais assure essentiellement la quarantaine des végétaux introduits sur le territoire européen en dérogation aux règles générales phytosanitaires.

Deux unités transversales, localisées à Angers, animent les travaux de ses six unités. Il dispose également de services techniques et administratifs en propre.

DESCRIPTION DU POSTE

Le poste à pourvoir a une forte dimension tant scientifique que managériale, couvrant à la fois la responsabilité de directeur du laboratoire de la santé des végétaux à Angers et de directeur scientifique auprès du directeur de la stratégie et des programmes, en tant que directeur de la santé des végétaux.

En tant que Directeur de la santé des végétaux :

Vous êtes membre du Comité de direction de l'Agence et assurez la fonction transversale de directeur scientifique chargé de la santé des végétaux, avec un rôle de coordination des différentes entités de l'Agence impliquées. Vous représentez l'Agence en ce domaine auprès des ministères de tutelle,

Vous contribuez à l'anticipation des grands enjeux sanitaires et le nécessaire positionnement de l'Agence pour pouvoir y faire face. Vous représentez l'agence à l'échelle nationale, européenne et internationale, au sein de différentes organisations et réseaux, en relation avec son domaine de compétences.

Vous assurez un rôle d'interface dans ce domaine de compétences entre l'Agence et ses tutelles, notamment la Direction générale de l'alimentation, tout particulièrement lors de la survenue de crises sanitaires en santé végétale.

Vous animerez le comité d'orientation thématique « santé et protection des végétaux », en coordination étroite avec le directeur de l'évaluation des produits réglementés (DEPR).

En tant que Directeur du laboratoire de la santé des végétaux :

En lien avec la Direction générale de l'agence et la Direction de la stratégie et des programmes, vous définissez les orientations du laboratoire et veillez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues de l'évaluation collective des laboratoires.

En étroite collaboration avec votre adjoint et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun, visant leur cohésion dans un laboratoire multi-sites. Vous vous assurez de la fiabilité des procédures et de leur déploiement en assurance qualité, et de la traçabilité des travaux scientifiques du laboratoire.

Vous facilitez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux et internationaux pertinents en respect des orientations scientifiques de l'Agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficacité des travaux de référence et de surveillance sanitaire. Vous vous assurez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous veillez à la sécurité des locaux et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail. Vous proposez et mettez en œuvre les investissements immobiliers et scientifiques indispensables à l'évolution durable de la vie scientifique du laboratoire. Vous définissez ou maintenez une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés. Vous assurez la contribution du Laboratoire à l'alerte et la veille sanitaires.

Activités du directeur de laboratoire

- Participer et contribuer au Comité de direction de l'agence
- Proposer les orientations quadriennales et les programmes de travail annuels du Laboratoire sur la base de l'analyse, avec les équipes de direction, de l'agence et du Laboratoire, des recommandations issues de l'évaluation quadriennale, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués et Accompagner et assurer la recherche de financements externes
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Proposer et mettre en œuvre les évolutions de l'immobilier du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Contribuer aux travaux transversaux visant à établir des synergies internes
- Ancrer le laboratoire dans le tissu régional, auprès des collectivités comme des partenaires académiques ; développer des synergies partenariales

Conditions particulières

- Astreinte en cas d'alerte sanitaire
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

- Diplômes** Au minimum BAC + 5 dans les domaines de la biologie - Doctorat en biologie - HDR appréciée
- Expériences** Cadre supérieur ayant une solide expérience :
- de management opérationnel d'équipes importantes,
 - dans le domaine de la recherche et de l'animation scientifique,
 - des enjeux associés aux agences de sécurité sanitaire.
- Compétences**
- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
 - Aptitude à diriger des recherches ;
 - Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
 - Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
 - Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
 - Maîtrise de l'anglais ;
 - Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires;
 - Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche ;
 - Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques ;
 - Forte aptitude à la communication orale et écrite.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 3 novembre 2017

Renseignements sur le poste :

- Pascale PARISOT, Directrice générale déléguée recherche et référence (pascale.parisot@anses.fr),
- Nicolas CANIVET, Directeur direction de la stratégie et des programmes (nicolas.canivet@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-118 à :**
recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Directeur/Directrice - Direction financement de la recherche et de la veille scientifique
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003</i>

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, d'alerte et de conseil scientifique et technique ; ils contribuent à la mise en œuvre de la surveillance épidémiologique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale et européens
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur Direction financement de la Recherche et Veille scientifique (DRV)

Missions / contexte La direction financement de la recherche et de la veille scientifique est placée sous la coordination du directeur général délégué en charge du pôle «Sciences pour l'expertise ». Elle est chargée d'activités visant à faire le lien entre la communauté des chercheurs et les activités d'expertise de l'Agence, en rapport étroit avec chacune des entités « métier » de l'Anses, notamment en matière d'information scientifique et technique. Elle pilote les appels à projets du programme national de recherche environnement-santé-travail et participe à la programmation des activités de recherche au plan national et européen en santé-environnement, santé-travail. Elle compte une dizaine d'agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En lien avec la Direction générale de l'agence et du directeur général délégué en charge du pôle « Sciences pour l'expertise », vous définirez les orientations de la DRV et veillerez à leur mise en œuvre. Vous développerez ainsi le lien entre la Recherche, l'Évaluation du risque et les Politiques publiques. Vous identifierez les sujets émergents de recherche et vous assurerez la gestion et l'animation des programmes de recherche financés dans le cadre d'appel à projets pilotés par l'Agence, notamment le programme national de recherche environnement-santé-travail. Vous contribuerez à la programmation de la recherche en santé-environnement, santé-travail, au plan national et, en lien étroit avec la direction des affaires européennes et internationales, aux plans européen et international. La valorisation des travaux issus de ces programmes sont également un enjeu fort pour la direction, notamment au travers de la rédaction du Bulletin scientifique et du Cahier de la recherche, de l'organisation des Rencontres scientifiques. Enfin, vous piloterez la coordination des organismes partenaires de l'Anses, le R31 et assurerez le secrétariat du Conseil scientifique de l'agence. Vous serez membre du Comité de direction de l'Agence.

Vous faciliterez le développement de collaborations internes et de partenariats externes pertinents pour la cohésion de l'agence et pour le développement des activités de la DRV. Vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous définirez ou maintiendrez pour la direction une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés.

Activités

- Participer et contribuer au Comité de direction de l'agence
- Proposer les orientations quadriennales et les programmes de travail annuels de la DRV sur la base de l'analyse des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Développer les réseaux internes pour développer les synergies et s'assurer de la cohérence des travaux de l'agence
- Développer les réseaux externes de l'agence en participant à l'enracinement de l'agence dans le contexte international et en mobilisant le réseau d'organismes partenaires de l'Agence
- Assurer en lien avec les tutelles à la définition du programme national de recherche environnement-santé-travail et piloter les appels à projets annuels
- Proposer, en lien étroit avec la direction des affaires européennes et internationales, des initiatives visant à développer la recherche en santé-environnement, santé-travail, aux plans européen et international, en appui aux domaines d'expertise de l'Agence
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement de l'entité et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein de la direction
- Assurer la mise en œuvre des mesures de prévention des risques et du management de la qualité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Astreinte en cas d'alerte sanitaire

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

- Diplômes** Doctorat en sciences environnementales, toxicologie - Habilitation à diriger les recherches appréciée
- Expériences** Cadre supérieur ayant une solide expérience :
- de management opérationnel d'équipes,
 - des enjeux de la recherche dans les domaines santé-environnement, santé-travail
 - des enjeux associés aux agences de sécurité sanitaire.
- Forte culture du monde de la recherche (institutions, financement, ...).
- Compétences**
- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
 - Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement gestion de projet
 - Capacité à mobiliser des équipes de recherche et faire le lien avec la communauté scientifique dans les domaines d'expertise de l'Agence
 - Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
 - Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
 - Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs
 - Maîtrise de l'anglais
 - Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
 - Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
 - Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques
 - Aptitude forte à la communication orale et écrite

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 3 novembre 2017

Renseignements sur le poste : Isabelle TILLY-BECKER, Directrice des ressources humaines
(isabelle.tilly-becker@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-120 à** :
recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F) – 2 postes
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation
Localisation	Maisons Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction Evaluation des Produits Réglementés
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

Missions / contexte La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.
L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 26 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de matières fertilisantes et support de culture, des biocides, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

A ce titre, l'agent devra :

Activités

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers de demande d'AMM dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières - Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie
Minimum bac+3

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maîtrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides souhaitées.
- Qualités rédactionnelles.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 3 novembre 2017

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-121 à : recrutement@anses.fr**



Poste à pourvoir	Directeur/Directrice de l'évaluation des risques
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, d'alerte et de conseil scientifique et technique ; ils contribuent à la mise en œuvre de la surveillance épidémiologique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
 - 800 experts extérieurs mobilisés
 - 130 millions d'euros au budget annuel
 - 8000 avis émis depuis 1999
 - 80 mandats de référence nationale et européens
 - 250 publications scientifiques par an
 - 100 doctorants et post-docs
- Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur Direction d'évaluation des risques

Missions / contexte La direction d'évaluation des risques (DER), sous la coordination du directeur général délégué en charge du pôle « Sciences pour l'expertise », assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux.

Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence.

Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Elle mobilise en tant que de besoin les membres du réseau R31 pour l'exécution de ses missions, dans le cadre notamment de conventions de recherche et de développement.

La DER est composée de près de 160 agents répartis dans trois domaines principaux : *Expertise et évaluation - Méthodes et observatoires – Coordination de l'expertise.*

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En lien avec la Direction générale de l'agence et du directeur général délégué en charge du pôle « Sciences pour l'expertise », vous définirez les orientations de la DER et veillerez à leur mise en œuvre. En étroite collaboration avec vos adjoints et en vous appuyant sur les managers de la direction, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion. Vous serez le garant de la qualité de la production scientifique de la DER. Vous faciliterez le développement de collaborations internes et de partenariats externes pertinents pour la cohésion de l'agence et pour le développement des activités de la DER. Vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous définirez ou maintiendrez pour la direction une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés. Vous êtes membre du Comité de Direction de l'Agence.

Activités

- Participer et contribuer au Comité de direction de l'agence
- Proposer les orientations pluri-annuelles et les programmes de travail annuels de la DER sur la base de l'analyse, avec les équipes de la direction, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Etre l'interlocuteur des ministères de tutelle et des parties prenantes sur les domaines d'expertise de l'Agence, définir et négocier les contrats de saisine
- Développer les réseaux internes pour développer les synergies et s'assurer de la cohérence des travaux de l'agence
- Mobiliser les réseaux de recherche externes à l'agence, en participant à l'enracinement de l'agence dans le contexte international et en mobilisant le réseau d'organismes partenaires de l'Agence
- Etre le garant du bon fonctionnement des collectifs d'experts spécialisés, du respect du code de déontologie de l'expertise de l'Anses et de la charte qualité relative aux saisines des Ministères,
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein de la direction
- Assurer la mise en œuvre des mesures de prévention des risques et du management de la qualité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Astreinte en cas d'alerte sanitaire

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes

Formation d'ingénieur grandes écoles - Doctorat en sciences, médecine ou pharmacie.

Expériences

Cadre supérieur ayant une solide expérience :

- de management opérationnel d'équipes importantes,
- dans le domaine de l'évaluation du risque,
- de la mobilisation de la recherche au service de l'expertise et des politiques publiques,
- des enjeux associés aux agences de sécurité sanitaire.

Compétences

- Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques
- Expertise scientifique dans un des domaines d'expertise de l'Agence ou en évaluation des risques appréciée
- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
- Maîtrise de l'anglais
- Aptitude forte à la communication écrite et orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 3 novembre 2017

Renseignements sur le poste : Isabelle TILLY-BECKER, Directrice des ressources humaines
(isabelle.tilly-becker@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-119 à** :
recrutement@anses.fr



FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un assistant administratif à temps complet (H/F) au sein du secrétariat général /service des affaires financières à Rochefort (17)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services nationaux du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent, outre la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Le service des affaires financières est situé à Rochefort au sein des services centraux.

Il est rattaché au secrétariat général et encadré par le responsable du service des affaires financières qui assure également la fonction d'agent comptable.

Outre le responsable, le service des affaires financières est composé de trois assistants administratifs polyvalents chargés de l'exécution des dépenses publiques (marchés publics et hors marchés).

Description des missions

En lien étroit avec le service de l'agence comptable, l'assistant administratif a pour missions principales :

- la vérification des pièces de facturation au regard des clauses contractuelles et de la réglementation publique ;
- la mise en paiement des dépenses sur le logiciel WinM9 ;
- le suivi de l'exécution financière des marchés publics ou autres contrats ;
- le suivi des tableaux de bord de l'activité du service ;
- l'assistance auprès des délégations et services.

La fonction pourra s'accompagner d'un rôle de coordination de l'équipe, dans un contexte de mutation des procédures, liée à une démarche de dématérialisation des pièces comptables.

Profil et compétences requises

- Expérience dans un service des affaires financières – bonne connaissance de la chaîne de dépenses et de l'exécution financière ;
- Bonne connaissance des marchés publics ;
- Expérience en matière de rédaction des pièces de marché (CCAP, analyse des offres ...) serait appréciée.
- Connaissance de GBCP souhaitée ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Excel).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'assistant administratif est en relation hiérarchique avec le responsable de service et en relation fonctionnelle avec les services centraux de l'établissement et les délégations de rivières.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet de catégorie B (assistant administratif), accessible uniquement aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement d'une durée de 3 ans) et aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est à pourvoir à compter du **1er janvier 2018**.

Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative, sont à faire parvenir, **au plus tard le 30 novembre 2017** :

Soit par courrier à :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :

<http://www.conservatoire-du-littoral.fr/> – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste :

Jean-François CHEVALIER, Agent comptable et responsable du service des affaires financières
courriel : jf.chevalier@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :

Emmanuelle TERNY, responsable SRH
courriel : e.terny@conservatoire-du-littoral.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un assistant administratif à temps complet (H/F) au sein du secrétariat général / service de la commande publique et des achats durables à Rochefort (17)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services nationaux du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent, outre la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Le service de la commande publique et des achats durables est situé au sein des services centraux.

Il est rattaché au secrétariat général, est encadré par un responsable de service et se compose en outre de 4 assistants administratifs polyvalents.

Le service de la commande publique et des achats durables assure les phases de rédaction, de publicité et d'attribution des procédures de commande publique et leur exécution administrative (avenants).

Description des missions

Sous l'autorité du responsable de service, il propose aux services prescripteurs les procédures de marchés à privilégier au plan réglementaire et administratif et rédige les pièces administratives à l'aide d'un logiciel dédié.

A ce titre, il exerce les activités principales suivantes :

- Examen des cahiers des charges en partenariat avec le service prescripteur ;
- rédaction et validation des pièces administratives des marchés à l'aide du logiciel dédié ;
- rédaction et diffusion des avis d'appel public à concurrence selon la procédure adoptée ;
- participation à l'optimisation des achats (développement de la négociation, insertion de clauses de développement durable, plan d'actions achats, sourcing achats...) ;
- participation à la rédaction des guides de procédures visant à la sécurisation des processus ;
- analyse des rapports d'analyse des offres ;
- constitution des dossiers pour le contrôleur budgétaire de l'établissement ;
- notification des marchés ;
- réalisation des engagements dans le logiciel GBCP ;

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable du service de la commande publique et des achats durables et en relation fonctionnelle avec les délégations de rivages et les services centraux de l'établissement.

En externe, il est en relation avec le contrôle budgétaire, la Direction des achats de l'Etat et les prestataires de services et de travaux.

Profil et compétences requises

- Connaissances de la réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique ;
- Compétences d'acheteur public appréciées, notamment dans la démarche de plan d'actions achats ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Excel, Word, Win-M9, PLACE, SIS-M@rchés ou ORME apprécié).

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet accessible uniquement aux fonctionnaires de catégorie B (ou C expérimenté dans le domaine des marchés publics) en détachement (contrat de 3 ans) et aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

Dans l'exercice de ses missions, l'agent pourra être amené à effectuer des déplacements sur Paris et dans les délégations de rivages.

Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à compter du **1^{er} janvier 2018**.

Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative, sont à faire parvenir au plus tard **le 30 novembre 2017** :

Soit par courrier à :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :

<http://www.conservatoire-du-littoral.fr/> – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste :

Céline LETHIEC, responsable du service de la commande publique et des achats durables
courriel : c.letthiec@conservatoire-du-littoral.fr - (05 46 84 72 81)

Renseignements administratifs :

Emmanuelle TERNY, responsable SRH
courriel : e.terny@conservatoire-du-littoral.fr

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent en CDI régi par le quasi-statut

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission Aires marines protégées et gestion milieu marin (h/f) Thématique : usages côtiers – Secteur géographique : PACA Est
Affectation :	Direction de l'appui aux politiques publiques – Département milieu marin – Antenne Méditerranée
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef d'antenne
Résidence administrative :	Marseille (13)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent susceptible d'être vacant

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Promouvoir une gestion durable et raisonnée des activités maritimes au regard de l'environnement dans lequel elles s'exercent.

Activités principales :

- Apporter un appui à la création, à la gestion et à la mise en réseau des aires marines protégées du secteur PACA Est, et notamment Natura 2000 en mer par
 - Appui à la mise en gestion des sites Natura 2000 en mer : méthodologie et aide à l'élaboration de DOCOB
 - Appui technique et financier des gestionnaires d'aires marines protégées pour l'animation de leur site, pour le montage d'actions de gestion
 - Mise en œuvre d'actions de gestion transversales et/ou intersites
 - portage direct de l'élaboration de certains DOCOB de la façade, mise en œuvre de l'analyse risque pêche

- Contribuer à l'animation du réseau des gestionnaires d'AMP de la façade
- Contribuer à l'élaboration du programme de mesures de la directive cadre Stratégie pour le Milieu marin et à sa mise en œuvre
- Participer à l'élaboration du Document Stratégique de Façade (DSF) pour le secteur géographique PACA Est
- Etre le référent sur le thème des sports de loisirs et sciences humaines et contribuer à l'élaboration d'expertises et avis
- Apporter un appui à la gestion durable des usages côtiers

Relations liées au poste

Relations internes

- Ensemble de l'équipe de l'Antenne
- Département milieux marins et plus particulièrement les services connaissance, évaluation et surveillance du milieu marin et protection et usages du milieu marin
- Autres Antennes métropolitaines
- Autres départements et services de la Direction Appui aux Politiques Publiques et International
- Direction recherche expertise et développement des compétences (et notamment le département centre de ressources)
- Direction territoires et partenariats et notamment le Département aires protégées
- Direction interrégionale PACA Corse
- Réseau Thématique sport de loisirs et sciences humaines et sociales

Relations externes

- Services de l'Etat (Préfectures, DREAL, DDTM/DML, PREMAR MED, DIRM MED...) de la façade
- Collectivités territoriales : élus, services techniques
- Usagers du milieu marin (pêcheur professionnels et amateurs, industriels, ports, plaisanciers, plongeurs...)
- Gestionnaires d'aires marines protégées du secteur PACA Est
- Associations
- Organismes scientifiques travaillant sur le milieu marin

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A, disposant d'une expérience significative dans des fonctions similaires.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissances sur l'écologie et l'économie du milieu marin en Méditerranée
- Connaissance des acteurs et des institutions qui interviennent en mer et sur le littoral sur la façade
- Connaissances des politiques publiques de protection et de gestion de l'environnement marin
- Connaissance du contexte administratif et juridique d'intervention en milieu marin

Savoir-faire opérationnel

- Animer une équipe, un réseau
- Monter et gérer un projet
- Communiquer au sein de différents réseaux professionnels
- Faire des synthèses
- Rédiger un rapport
- Travailler en équipe

Savoir-être professionnel

- Qualités relationnelles
- Autonomie
- Organisation

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DMM/CM AMP/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 9 novembre 2017

ONCFS
Avis N° 17-105 -DRH

16/10/2017

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pourvoir dès que possible
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité ou en détachement
Recrutement ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie C
Fonction :	Gestionnaire budgétaire et comptable (F/H)
Affectation :	Direction des ressources humaines
Résidence administrative :	Paris 17 ^{ème} - Non logé

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat sous tutelle du ministère de l'environnement doté d'une double compétence de police et de préservation de la biodiversité dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

Son effectif est de 1500 agents, sous différents statuts, titulaires et non titulaires, sa masse salariale s'élève à 95 millions d'euros.

La Direction des ressources humaines, en pleine restructuration, est composée de 3 Départements : gestion, formation et qualité de vie au travail. Son effectif sera stabilisé, en 2018, à 37 agents.

La DRH pilote, anime et met en œuvre la politique et les orientations en matière de ressources humaines conformément au projet d'établissement.

Description de l'emploi

Le poste de gestionnaire est à pourvoir au sein du Département qualité de vie au travail pour suivre les dépenses liées à la santé des agents de l'office. L'agent est placé sous la responsabilité du Chef de département adjoint et travaille pour la partie, frais de mission, avec l'Assistante de direction.

Son activité est partagée entre le suivi des dépenses médicales et sociales et celles liées aux frais de déplacement, les tâches sont identiques et consistent en :

- Procéder aux opérations d'engagements juridiques (bons de commande, ...) sur le progiciel financier et comptable et les suivre.
- Saisir les services faits et les certifier dans le progiciel financier et comptable.
- Gérer les frais liés aux déplacements professionnels des personnels (suivi des remboursements, ...) en lien avec l'Assistante de direction.
- Procéder aux opérations de liquidation (contrôle des factures, suivi de leurs règlements, ...)
- Suivre les crédits de la Direction en autorisation d'engagement et en crédits de paiement.
- Classer et archiver les pièces et justificatifs d'opérations financières et comptables.
- Analyser les données comptables et financières.
- Participer à l'élaboration du budget du CRB et aux procédures de contrôle interne en lien avec le Chef de département adjoint.

Le gestionnaire sera aussi amené à suppléer ses collègues en charge du suivi des dossiers médicaux notamment dans la saisie des arrêts maladie.

Profil attendu

Le candidat devra connaître les règles de base de la comptabilité publique, une expérience au sein d'un établissement public dans un poste similaire serait appréciée.

L'autonomie et la grande rigueur dans le traitement des dossiers qui lui seront confiés seront aussi recherchées.

Enfin, la capacité à s'impliquer dans la pratique des outils bureautiques dédiés à la comptabilité budgétaire sera fondamentale dans le choix du candidat.

Diplôme

Une formation de niveau IV dans la comptabilité est souhaitée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Théodore DUTARD LAGILLE – Chef de département qualité de vie au travail adjoint, par téléphone au 01.44.15.17.20 ou par courriel à theodore.dutard-lagille@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 29 octobre 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droits publics).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir le 1^{er} décembre 2017
A pourvoir en contrat à durée déterminée de 3 ans

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Conservateur de la Réserve Nationale de chasse et de faune sauvage du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny (F/H)
Affectation :	Délégation régionale Grand Est
Résidence administrative :	Giffaumont (51)

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr> Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Délégation régionale Grand Est (DR GE) se compose de 10 services départementaux (113 agents), la cellule technique (7 agents) et la cellule administrative (3 agents).

Parmi ses missions, la Délégation régionale Grand Est **gère 3 espaces protégés** d'intérêt majeur pour l'accueil des oiseaux migrateurs : la RNCFS* du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny, la RNCFS du Lac de Madine et de l'étang de Panne, la RCFS** du Rhin.

*Réserve nationale de chasse et de faune sauvage

**Réserve de chasse et de faune sauvage

L'ensemble, formé par le lac du Der et les propriétés du Conservatoire du Littoral (soit les étangs d'Outines et d'Arrigny le bois de l'Argentolle, le bois des Moines ainsi que plusieurs prairies), constitue **la RNCFS du Lac du Der et des Etangs d'Outines et d'Arrigny**, d'une surface de 5664 ha, dont un peu plus de 400 ha pour les propriétés du Conservatoire.

Le Lac du Der et ses environs constituent en outre la partie centrale de la zone Ramsar des étangs de Champagne humide, créée en 1991.

L'ONCFS est gestionnaire de la RNCFS du lac du Der depuis sa création en 1976.

Un plan de gestion a été élaboré pour la période 2006-2015. Il a été renouvelé pour la période 2016-2025.

Plusieurs conventions lient l'ONCFS à des partenaires : Conservatoire du Littoral, LPO Champagne Ardenne, Syndicat mixte d'aménagement touristique du Lac du Der-Chantecoq, ONF, EPTB Seine Grands Lacs.

Sur ce site, se superposent également quatre zones Natura 2000 : ZSC « Etangs latéraux du Der » (FR 2100333 – n° régional 88) ; ZSC « Réservoir de la Marne dit du Der-Chantecoq » (FR 2100334 – n° régional 89) ; ZPS « Lac du Der » (FR 2110002 – n° régional 202) ; ZPS « Herbages et cultures autour du lac du Der » (FR 2112002 – n° régional 205).

L'ONCFS est missionné par l'Etat pour animer les documents d'objectifs de ces quatre sites, en association avec la LPO Champagne Ardenne et la Fédération Départementale des Chasseurs de la Marne sur la période 2018-2020.

Description de l'emploi

Sous l'autorité de la Déléguée Régionale, et en collaboration avec le Chef du service départemental de la Marne, le Conservateur de la RNCFS met en œuvre le plan de gestion de la RNCFS et anime les documents d'objectifs des sites Natura 2000.

Il est chargé de la programmation et de l'organisation des missions techniques sur la RNCFS et sur les sites Natura 2000, auxquelles participent plusieurs acteurs (EP Seine Grands Lacs, LPO, Agence Française pour la Biodiversité, ONF, Fédérations de chasseurs, associations de pêcheurs, ...).

Il met en place les missions de police et les chasses de régulation en lien avec les Chefs des services départementaux de la Marne et de la Haute-Marne.

Il coordonne l'équipe gestionnaire composée de trois salariés de la LPO, de l'ouvrier agent de l'ONCFS et, ponctuellement, des agents des Services départementaux de la Marne et de la Haute-Marne qui participent aux suivis naturalistes et aux battues de régulation.

Activités principales

➤ **Gestion et conservation de la RNCFS**

- Programmer annuellement, piloter, coordonner les activités d'entretien, de connaissance et de communication/valorisation et suivre les réalisations.
- Organiser annuellement le Comité directeur de la RNCFS sous la présidence du Préfet de la Marne.
- Produire et présenter annuellement le bilan des activités et des travaux scientifiques.
- Coordonner dans une dimension multi partenariale et réaliser les suivis ornithologiques, amphibiens et des milieux naturels (roselières et milieux prairiaux) selon des protocoles établis.
- Veiller à la mise en œuvre des programmes scientifiques conduits par la Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), et/ou en partenariat avec des organismes scientifiques (Université de Reims, ...)
- Administrer la base des données naturalistes attachée à la RNCFS.
- Saisir les données dans l'application informatique (Quantum Gis, Excel).
- Produire des cartes de spatialisation des actions, des résultats, des enjeux....
- Coordonner et superviser les travaux d'entretien et de restauration.
- Participer au suivi des assècs des étangs et des travaux menés par le Conservatoire du Littoral.
- Mettre en œuvre le contrat Natura 2000 concernant l'île de Chantecoq.
- Veiller à la gestion du cheptel équin (3 animaux), avec l'ouvrier de la Réserve.
- Assurer la maîtrise du sanglier sur le périmètre de la Réserve.

➤ **Animation des documents d'objectifs**

- Animer la mise en œuvre des documents d'objectifs des quatre zones Natura 2000 (35 jours par an prévus) sur un programme triennal 2018-2020 (vigilance écologique, recherche de contractants, sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles et de gestion des étangs, information/conseil aux porteurs de projets, sensibilisation du grand public) dans le cadre d'un partenariat avec la LPO et la Fédération des chasseurs de la Marne.
- Organiser, préparer et animer les réunions du Comité de pilotage.

➤ **Valorisation des études et travaux**

- Restituer les résultats sous forme d'articles scientifiques ou de vulgarisation, de communication lors de colloques ou de rapports thématiques

➤ **Animation des partenariats**

- Faire vivre les partenariats avec l'ONF, la LPO, le Conservatoire du Littoral, les Fédérations des chasseurs, le syndicat mixte du Der, le Parc de la Forêt d'Orient, etc... dans le cadre des conventions en place (convention de Gestion, convention d'animation Natura 2000, convention Ramsar),
- Être en relation, conseiller, informer et négocier avec les propriétaires, les gestionnaires, les associations d'usagers et les prestataires.

➤ **Communication**

- Représenter localement l'établissement.
- Accueillir et répondre aux journalistes.
- Accueillir du public sur le site et assurer des animations pédagogiques (écoles, journées particulières).
- Co-organiser et participer aux manifestations annuelles (Festival de Montiers-en-Der, fête de la grue, journée nationale des Zones humides).

➤ **Management de l'équipe de gestion de la Réserve et des moyens**

- Animer l'équipe de gestion et coordonner les activités.

- Animer le reporting au sein de l'équipe (temps passé, registre des travaux,...).
- Veiller aux conditions de sécurité dans le travail.
- Encadrer des stagiaires et des personnes accueillies en Service civique.
- Rédiger des cahiers des charges techniques et contribuer à la préparation des appels d'offres (études, inventaires naturalistes).
- Gérer une enveloppe budgétaire de fonctionnement courant.
- Gérer les véhicules (voitures, bateaux) et le matériel (inventaire, maintenance).
- Evaluer et formuler les besoins auprès de la Cellule administrative et du Coordonateur national des réserves auprès du Directeur de la recherche et de l'expertise.

Conditions particulières d'exercice

Travail en milieux naturels nécessitant une bonne condition physique.

Travail ponctuellement le dimanche, très tôt le matin ou en soirée.

Option RTT : Option 2, semaine sur 5 jours travaillés.

Profil attendu

Connaissances	Bonnes connaissances générales dans les sciences de la nature et de la biodiversité, de la biologie des mammifères, des oiseaux et des milieux humides. Connaissances spécialisées sur l'écologie des anatidés et de l'avifaune paludicole. Administration d'une base de données O. Logiciels SIG : Quantum Gis. Connaissance juridiques en droit de l'environnement : protection des espèces, droit attaché aux directives Habitats et Oiseaux. Règles de rédaction des documents, notes, rapport, communiqués de presse-orthographe et syntaxe. Techniques d'animation de réunions, de groupes de travail et de réseaux.
Savoir faire	Capacités d'organisation et de pilotage Communiquer à l'oral et à l'écrit. Etre capable d'intervenir en public. Capacité d'information et de reporting à la hiérarchie. Savoir travailler en réseau et dans un cadre multi partenarial et en équipe. Mettre en valeur son équipe et l'établissement
Savoir-être	Faire preuve de leadership. Esprit d'initiative. Respect du devoir de réserve.

Diplômes et expérience

Etre titulaire d'un diplôme de Niveau Master (Bac+5 Ecologie) et avoir une expérience de plus de 2ans des responsabilités similaires.

Détenir le Permis de chasser.

Détenir le Permis embarcation serait un plus.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Madame Catherine LHOTE, Déléguée régionale Grand Est, par téléphone au 03.87.52.12.55 ou par courriel à catherine.lhote@oncfs.gouv.fr

Ou

Madame Eveline NIVOIS, Ingénieure à la cellule technique de la DR Grand Est, par téléphone au 03.87.52.92.64 ou par courriel à eveline.nivois@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 3 novembre 2017**, -terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir au 1^{er} janvier 2018

**A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité ou en détachement
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut**

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Secrétaire général de la Délégation régionale Occitanie
Affectation :	Délégation régionale Occitanie
Résidence administrative :	Toulouse (31) - Non logé

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>.

L'ONCFS est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations (inter)régionales).

La Délégation régionale (DR) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations déconcentrées et des partenaires locaux.

Elle coordonne et pilote les Services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.

Elle est composée d'un Délégué régional et d'un Adjoint, d'une Cellule administrative, d'une Cellule technique et de 13 Services départementaux.

La région Occitanie est caractérisée par une mosaïque diversifiée de paysages (milieux aquatiques et littoraux, agricoles), et par la présence de deux grands massifs (les Pyrénées et le Massif central). Ce patrimoine naturel, attractif sur le plan touristique, est propice à des activités de sports et loisirs de pleine nature.

La Délégation compte un important maillage de sites protégés, de parcs nationaux, de sites Natura 2000 et de territoires emblématiques sous statuts de réserves, dont certains sont gérés directement par la Délégation.

La DR participe à la déclinaison de plusieurs plans d'action en faveur d'espèces emblématiques de la région telles que l'ours, le loup ou le grand Tétra.

S'agissant de la police de la chasse et de l'environnement, la DR réalise des missions en faveur de la protection des espèces et des habitats : surveillance du territoire, contrôle du commerce et de la détention d'espèces protégées, lutte contre les atteintes à l'environnement.

A l'échelle régionale, certaines particularités associées à la présence de l'ours et du loup sont à souligner. En effet, l'ONCFS assure le suivi de la population en France et met en œuvre les opérations de gestion de ces espèces (constats de dommages, prélèvement).

Description de l'emploi

Pilote et encadre l'ensemble des activités et des personnels de la Cellule administrative de la Délégation régionale.

Contribue à la bonne gestion administrative de la Délégation et à la régularisation des affaires courantes au nom du Délégué régional, en s'appuyant sur une Cellule administrative de 3 personnels de catégorie B.

Travaille en lien de coordination fonctionnelle avec les 13 Chefs des services départementaux qui représentent le Délégué régional sur chacun des départements concernés.

Appui auprès du Délégué régional les activités de communication interne et externe de la Délégation.

Activités principales

➤ Gestion administrative de la Délégation

- Définir les priorités annuelles de la cellule administrative, ainsi que son programme d'activités,
- Encadrer les 3 agents de la cellule administrative au quotidien,
- Appuyer les services départementaux dans toutes les activités administratives, et notamment animer le réseau des personnels de secrétariat des services départementaux,
- Assurer le dialogue avec les directions support nationales : ressources humaines, financière, informatique.
- Piloter les activités de la Délégation en matière de :
 - budget et comptabilité,
 - achats,
 - ressources humaines,
 - logistique,
 - immobilier,
 - hygiène & sécurité,
 - équipements, etc.
- Assurer l'intérim du Délégué régional sur les domaines administratifs.
- Représente le Délégué régional dans les réunions relevant de son champ de compétences.

➤ Communication interne et externe

Appuyer la personne en charge de la communication de la délégation sur les tâches suivantes :

- Décliner le plan de communication national au niveau régional,
- Développer des outils de communication en direction des partenaires et du grand public,
- Assurer le dialogue avec la mission nationale « Communication » de l'ONCFS,
- Animer le réseau des correspondants « communication » dans les départements,
- Proposer des actions de communication pour promouvoir les actions de l'établissement du niveau régional vers l'interne comme vers l'externe,
- Assurer, au nom du Délégué régional, la communication interne en direction des agents.

Conditions particulières d'exercice

Participe à des réunions et peut réaliser des déplacements sur la région Occitanie et la région parisienne.
Plages horaires susceptibles de varier en fonction des réunions et des déplacements

Profil attendu

Connaissances	Environnement réglementaire des personnels fonctionnaires et contractuels. Techniques de secrétariat bureautique et maîtrise des outils de gestion. Notions de management et connaissance des risques psycho-sociaux. Connaissance du domaine Santé et sécurité au travail. Techniques de communication. Connaissances des médias et des techniques de communication. Connaissances des règles de comptabilité publique et d'achats publics.
Savoir faire	Rigueur d'organisation et esprit d'analyse. Management d'équipes et animation de réseaux. Discerner les enjeux, notamment au regard des objectifs, anticiper et prendre des initiatives. Communiquer en interne, notamment pour expliquer le sens de l'action. Communiquer en externe. Accompagner les changements. Filtrer et orienter les informations. Faire preuve de pédagogie et de diplomatie. Gérer des informations sensibles et confidentielles.
Savoir-être	S'adapter aux différents interlocuteurs. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Faire preuve de réactivité. Curiosité et ouverture d'esprit. Capacités d'adaptation, Fort sens de l'écoute et capacité de dialogue. Discrétion.

Diplôme et expérience

Etre titulaire d'un diplôme de niveau I ou équivalent.

Une expérience en administration publique est exigée.

Une expérience de management (hiérarchique ou fonctionnel) est souhaitée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Nicolas ALBAN, Délégué régional Occitanie, par téléphone au 07.63.97.24.11 ou par courriel à nicolas.alban@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 12 novembre 2017** - terme de rigueur - selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.



ONCFS
Avis n°17-109-DG

16/10/2017

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir à compter de janvier 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité ou en détachement
Recrutement ouvert aux contractuels en CDI sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie A ou A+
Fonction :	Délégué(e) régional(e) Bourgogne - Franche-Comté (H/F)
Affectation :	Direction générale
Résidence administrative :	Dijon (21)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
visé à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations (inter)régionales).

La Délégation régionale Bourgogne - Franche-Comté (DR) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.

Elle coordonne et pilote les Services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.

Elle est composée actuellement

- d'un Délégué régional et d'un Adjoint,
- d'une Cellule administrative,
- d'une Cellule technique,
- de 6 Services départementaux et d'un Service interdépartemental (Yonne, Côte d'Or, Doubs, Nièvre, Saône-et-Loire, Jura, et Haute Saône - Territoire de Belfort).

La Délégation est riche en milieux naturels, agricoles et forestiers. Elle est également caractérisée par la présence de massifs montagneux (les Vosges, le Jura, le Morvan).

En matière de biodiversité, la délégation compte un maillage de sites protégés (Parcs naturels régionaux, sites Natura 2000) et d'espèces emblématiques :

- le lynx présent dans le massif jurassien et dans les Vosges ;
- le grand tétras et la gélinotte des bois, espèces à forte valeur patrimoniale ;
- la problématique émergente liée à la présence du loup est également à souligner.

La DR participe à la déclinaison de plusieurs plans nationaux d'action notamment aux PNA sur le grand tétras et sur le Rôle des Genêts. Elle contribue également au Réseau « mammifères du Bassin de la Loire », la Délégation étant concernée par la présence du castor et de la loutre.

La DR s'implique dans la lutte contre les espèces exotiques envahissantes présentes sur son territoire. En effet, ces espèces menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes avec des conséquences écologiques, économiques et sanitaires négatives.

Par ailleurs, l'équilibre agro-sylvo-cynégétique est en enjeu fort pour la délégation afin de rétablir un équilibre entre le milieu forestier et les populations de cervidés. La thématique des dégâts liés aux sangliers associée à la problématique de la tuberculose bovine et à ses interférences avec la faune sauvage est à souligner.

S'agissant de la police de la chasse et de l'environnement, la DR réalise des missions en faveur de la protection des espèces et des habitats : surveillance du territoire, contrôle du commerce et de la détention d'espèces protégées, lutte contre les atteintes à l'environnement.

A l'échelon régional, le développement de la circulation des véhicules à moteur « tout terrain » type quad dans les espaces naturels (parc du Morvan) justifie l'organisation de missions de police dédiées.

Sont également à noter des projets de développement liés en particulier à la déclinaison locale du programme national Agrifaune.

Pour relever ces différents enjeux, une coordination importante avec les partenaires et les services de l'Etat en charge de ces sujets est indispensable.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur Général, représente l'établissement au niveau régional. Dans ce cadre, dirige une Délégation régionale, pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations fixées par les Directions nationales avec lesquelles il travaille en étroite collaboration.

Dans un premier temps le candidat travaillera en binôme avec le Délégué en poste.

Activités principales

➤ Management et pilotage de la DR

- Contribuer, au niveau régional à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation des orientations stratégiques de la délégation :
 - Déterminer pour un territoire donné les priorités et les actions déclinant les politiques de l'établissement en cohérence avec le contrat d'objectifs et en tenant compte des enjeux, des contextes et des acteurs locaux ;
 - Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats et la performance ;
 - Exercer des pouvoirs de contrôle et rendre compte.
- Encadrer les agents placés sous son autorité (services départementaux, cellule technique, cellule administrative) :
 - Fixer les objectifs dans le cadre de la programmation de l'activité, déclinaison à l'échelon régional du contrat d'objectifs ;
 - Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la délégation ;
 - Piloter, coordonner et contrôler le fonctionnement des services et l'application des instructions et directives ;
 - Donner du sens aux activités de ses collaborateurs et les inciter à développer les compétences individuelles et collectives du service.
- Assurer la coordination régionale des missions en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement dans le respect des orientations nationales et en collaboration avec les directions concernées :
 - Dans le cadre du plan de contrôle fixé par les préfets et en partenariat avec les services d'autres établissements, coordonner la mutualisation et l'optimisation des moyens en cohérence avec les directives nationales ;
 - En matière de police, implication personnelle dans les dossiers les plus sensibles ;
 - Encadrer la cellule technique et les missions relatives à l'expertise scientifique, à la recherche et à l'appui technique en matière de faune sauvage et de ses habitats en lien avec la Direction de la Recherche et de l'Expertise.
- Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles et, le cas échéant, les financements complémentaires à ceux de l'établissement pour atteindre les objectifs fixés.
- Veiller à rationaliser ces moyens et à mettre en œuvre une gestion optimisée (informatisation, mutualisation...).
- Arbitrer et opérer des choix dans le respect des orientations nationales tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel.
- Piloter des projets de changement dans leurs différentes dimensions.
- Décider et arbitrer dans des situations complexes et face à des événements imprévus.
- Interface entre les services déconcentrés et les Directions.
- Représenter l'établissement auprès des autorités préfectorales, judiciaire, des services déconcentrés et des autres partenaires (fédérations départementales des chasseurs notamment).

➤ **Expertise, partenariats et communication**

- Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires de l'établissement (milieux associatifs et cynégétiques), notamment dans le cadre de conventions.
- Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif ; travail en réseau avec ces partenaires.
- Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation).
- Piloter la stratégie de communication pour sa délégation et représenter le Directeur général pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétence.
- Gérer une communication institutionnelle en situation de crise.

Profil attendu

Connaissances	<p>Management public et gestion des ressources humaines. Parfaite maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales, bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, ainsi que du contexte politique et institutionnel national et européen. Droit de l'environnement, droit et procédure pénale, prérogatives des inspecteurs de l'environnement et cadre légal, réglementaire et déontologique encadrant les dernières. Réglementation dans les domaines de l'eau. Connaissances de haut niveau en matière d'environnement et de faune sauvage. Connaissance en écologie des milieux, notamment les zones humides, les espèces exotiques envahissantes. Connaissances en gestion des habitats et des espèces concernées par le poste. Connaissances en matière d'équilibre agro-sylvo-cynégétique. Connaissance des outils, méthodes et acteurs de la conservation et de la gestion de la nature. Connaissances des médias et des techniques de communication. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un Etablissement public administratif.</p>
Savoir faire	<p>Diriger et fédérer les équipes autour d'un sens partagé de l'action, des objectifs, des valeurs, d'une éthique. Déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Porter les politiques de l'établissement et communiquer pour expliquer le sens de l'action. Communiquer avec tous les acteurs en matière de police, de gestion de la faune sauvage et de valorisation de ses habitats au sein de l'établissement ou avec les partenaires (administration dont préfets et établissements publics et collectivités locales, fédérations de chasseurs, associations de chasse et de protection de la nature...), ainsi qu'auprès des médias. Savoir définir la posture à adopter et l'adapter en fonction des projets, des interlocuteurs et savoir coopérer. Intégrer les dimensions européennes et internationales dans la détermination des objectifs et de leur mise en œuvre. Créer et entretenir des partenariats et réseaux. Conduire des négociations et des concertations. Analyser son environnement, anticiper et définir une stratégie. Piloter et accompagner les changements et faire face à des situations de pression, d'urgence, de crise, de conflits, d'incertitude. Négocier et jouer un rôle de médiation avec les acteurs locaux. Maîtriser les techniques de conduite de projet.</p>
Savoir-être	<p>Sens de l'intérêt général et du service public. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Aptitude à la prise de décision. Sens de l'initiative, force de proposition. Rigueur.</p>

Diplôme et expérience

Poste de catégorie A ou A+, idéalement ingénieur de formation, le candidat sera fonctionnaire recrutée en position normale d'activité ou détachement ou agent contractuel en CDI du périmètre quasi statut.

Une expérience antérieure dans les domaines de la biodiversité et notamment avoir exercé des fonctions de management d'équipes importantes et d'encadrement de services de police, est souhaitée.

Conditions particulières d'exercice

Dispose d'une délégation de pouvoir délivrée par le Directeur général.

Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Olivier THIBAUT, Directeur général, par téléphone au 01.44.15.17.16

ou

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.41.15. 17.24

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 15 novembre 2017** -terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.



ONCFS
Avis n° 17-110-DG

17/10/2017

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pourvoir à compter du 1^{er} janvier 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité ou détachement
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Gestionnaire budgétaire (F/H)
Affectation :	Direction générale
Résidence administrative :	Paris (75017), non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
visé à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

Il met en œuvre des missions de police de l'environnement et apporte à l'Etat son concours pour l'évaluation et le suivi des populations de faune sauvage et pour la définition et la mise en œuvre de politiques publiques dédiées aux espèces et à leurs habitats.

L'ONCFS assure également la délivrance du permis de chasser et des autorisations de chasser accompagné.

Description de l'emploi

Placé(e) sous l'autorité du Chef de cabinet auprès du Directeur général, assure l'élaboration et le suivi de quatre unités budgétaires rattachées à la Direction générale (DG *sensu stricto*, conseil d'administration, inspection générale des services et actions internationales).

Afin d'assurer une parfaite continuité de service, travaille en binôme fonctionnel avec une seconde gestionnaire budgétaire affectée à la Mission communication (catégorie C).

Activités principales

➤ **Préparation et suivi du budget**

- Analyser les budgets de l'année en cours, recueillir et établir la synthèse des besoins pour l'année n+1 en lien avec les services concernés.
- Elaborer des propositions d'optimisation des budgets.
- Saisir les budgets dans l'application informatique dédiée.
- Corriger les budgets au regard des arbitrages rendus, en lien avec la Direction des affaires financières.
- Suivre le budget : analyser les dépenses engagées et payées et reporting auprès de la hiérarchie (avec alertes en cas de risques de dépassement des budgets constatés en cours d'année).

➤ **Mise en œuvre du budget**

- Recueillir et analyser les demandes d'achats émises par les Services relevant de son périmètre d'intervention.
- Vérifier le respect des procédures en vigueur par les Services (mise en concurrence, formalisme administratif, pièces justificatives...),
- Réaliser les opérations d'engagements juridiques (bons de commande, ...) sur le progiciel financier et comptable et les suivre.
- Saisir les services faits et les certifier dans le progiciel financier et comptable.
- Gérer les déplacements professionnels des personnels (éditer les ordres de mission, suivre les remboursements, ...).
- Mettre en œuvre les opérations de liquidation (contrôler les factures, suivre leurs règlements, ...).
- Suivre les crédits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.
- Classer et archiver les pièces et justificatifs d'opérations financières et comptables.
- Participer aux procédures de contrôle interne.

➤ **Autres**

- Etre l'interlocuteur des fournisseurs et prestataires de la Direction générale.
- Suivre les marchés mis en œuvre par la Direction générale en lien avec le Département dédié de la Direction des affaires financières.
- Produire et analyser des statistiques administratives (suivre des tableaux de bord via les applications informatiques existantes).
- Assurer l'intérim de la gestionnaire budgétaire affectée à la Mission communication en cas d'absence.
- Elaborer des propositions de procédures ou de notes de service portant sur l'élaboration du budget et le suivi budgétaire au sein de la Direction générale.
- Participer aux réflexions de l'établissement au niveau national en matière de gestion budgétaire et comptable.

Conditions particulières d'exercice

Peut-être amené(e) à se déplacer sur les principaux sites de l'établissement (Auffargis (78) et Dry (45)
Contraintes liées au calendrier de gestion (début et fin d'année notamment)

Profil attendu

Expérience professionnelle et compétences recherchées :

De culture administrative, idéalement de formation budgétaire et comptable, le/la candidat(e) recherché(e) devra disposer d'une expérience significative de gestionnaire budgétaire au sein du secteur public, et devra également disposer d'une bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement d'un établissement public.

Principales aptitudes requises :

- Connaissance du fonctionnement d'un Etablissement public administratif (EPA).
- Maîtrise de l'environnement informatique et des outils appliqués à la gestion.
- Maîtrise des règles et techniques de la comptabilité budgétaire.
- Compréhension des systèmes d'information budgétaires et financiers.
- Connaissances des principales procédures de marchés publics.
- Aptitude au travail en équipe.
- Esprit d'initiative, autonomie.
- Sens de l'organisation, rigueur.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Discrétion.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Guillaume BRUNETEAU, Chef de cabinet auprès du Directeur général, par téléphone au 01.44.15.17.06 ou par courriel à direction.generale@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 15 novembre 2017** - terme de rigueur - selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.



ONCFS
Avis n° 17-108-DIROM

16/10/2017

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir à compter du 1^{er} janvier 2018
A pouvoir en contrat à durée déterminée de 2 mois, reconductible

Catégorie :	Catégorie (A)
Fonction :	Coordinateur du plan « Tortues marines » Guyane (H/F)
Affectation :	Délégation interrégionale Outre mer – Cellule technique de Guyane
Résidence administrative :	Cayenne (973), non logé
Durée du contrat :	Du 1 ^{er} janvier 2018 au 03 mars 2018, reconductible <i>Poste financé pour une durée limitée par la DEAL Guyane dans le cadre d'un marché</i>

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
visé à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

Il met en œuvre des missions de police de l'environnement et apporte à l'Etat son concours pour l'évaluation et le suivi des populations de faune sauvage et pour la définition et la mise en œuvre de politiques publiques dédiées aux espèces et à leurs habitats. L'ONCFS assure également la délivrance du permis de chasser et des autorisations de chasser accompagné.

La Délégation interrégionale Outre mer rassemble environ 40 agents répartis dans des services départementaux ou territoriaux (en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à la Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon) ainsi que dans des cellules techniques (Antilles françaises, Guyane et La Réunion).

La cellule technique de Guyane travaille sur des problématiques scientifiques et techniques visant à mieux connaître et mieux gérer la faune sauvage du département (tapir, jaguar, hocco, pécarri...).

Elle assure également la coordination du **plan national d'action (PNA) « Tortues marines » Guyane** que lui a confié la DEAL de Guyane. Ce PNA fait suite au plan de restauration des tortues marines 2008-2012 et à son évaluation, coordonné par le WWF et l'ONCFS. Il définit les enjeux et les priorités d'actions pour assurer la conservation des tortues marines en Guyane jusqu'en 2023 et précise les modalités retenues pour atteindre les objectifs visés (coûts, partenariats à développer, indicateurs de réussite...).

En parallèle, afin de financer les actions jugées prioritaires et non auto-finançables du PNA, **un projet FEDER (Fonds européen de développement régional)**, attribué en janvier 2017, pour une durée de 2 ans a également été lancé. Celui-ci prévoit des actions à réaliser en partenariat avec des partenaires locaux, nationaux ou internationaux portant notamment sur la réduction des menaces à terre et en mer, l'amélioration des connaissances pour la conservation, la coopération transfrontalière, la valorisation socio-économique, l'éducation à l'environnement, la mise en réseau des acteurs, la gouvernance et la communication.

Description de l'emploi

Sous l'autorité de la Cheffe de la cellule technique de Guyane, le coordonnateur du plan Tortues marines organise la mise en œuvre du plan de conservation des tortues marines de Guyane, anime le Réseau tortues marines de Guyane et assure le suivi administratif, financier et technique du projet FEDER.

Activités principales

- **Gestion administrative et financière des programmes**
 - Piloter la gestion administrative et financière du projet FEDER
 - Mettre en œuvre des conventions bilatérales établies entre les quatre partenaires du projet,
 - Suivre les dépenses en lien avec le Pôle des affaires européennes de la Collectivité de Guyane et la Direction des affaires financières de l'ONCFS,
 - Développer des partenariats et rechercher des cofinancements pour mettre en œuvre les actions.
 - Piloter la gestion administrative et financière du PNA (dotation DEAL),
 - Piloter la gestion des marchés publics et des mises en concurrence.

- **Coordination des actions techniques**
 - Mettre en œuvre le PNA en définissant les meilleures stratégies de réalisation
 - Coordonner et piloter les actions et les acteurs,
 - Reporting interne et auprès de la DEAL de l'avancement des actions,
 - Animer de l'ingénierie du plan,
 - Animer le Comité de suivi et la Cellule de pilotage du plan d'action et en assurer le secrétariat
 - Préparer le plan d'action annuel à soumettre au Comité de suivi.
 - Préparer les différents dossiers techniques et de financement.
 - Rédiger les comptes-rendus et synthèses de données.
 - Mettre en œuvre les décisions du Comité de pilotage.
 - Définir, préparer et animer des groupes de travail thématiques pour conseiller le Comité de suivi et la Cellule de pilotage et accompagner les maîtres d'ouvrage ou les maîtres d'œuvre.
 - Définir les indicateurs, collecter les résultats et suivre les actions du plan via un tableau de bord.
 - Animer le Comité de gestion de la base de données Tortues marines Guyane et en assurer le secrétariat.
 - Etablir le bilan annuel des actions mises en œuvre dans le cadre du plan sous la forme d'un rapport annuel d'exécution (RAE),
 - Assurer le rôle de Conseil technique auprès des partenaires du plan et coordonner les actions conduites.

- **Communication**
 - Mettre en réseau les acteurs et communiquer sur les actions conduites par et avec les partenaires :
 - Plateforme d'échanges,
 - Lettre d'information interne,
 - Publications sur les réseaux sociaux,
 - Organisation d'une journée annuelle,
 - Animation d'un site Internet,
 - Veille informative,
 - Communiqués de presse,
 - Sollicitations média,
 - Diffusion d'information issue des réseaux liés (GMTF, WIDECAS...)
 - Etc.
 - Réaliser des supports de communication et d'animation à destination de différents publics (plaquettes en différentes langues, autres documents d'information etc.),
 - Représenter le PNA au sein de colloques ou de symposiums.

Conditions particulières d'exercice

Mobilité sur le département.
Permis B obligatoire.

Profil attendu

De culture technique et titulaire d'un Master 2 (bac+5) dans le domaine de la biologie ou de l'environnement, le(a) candidat(e) recherché(e) devra disposer d'une première expérience de gestion de projets européens.

Une première expérience dans un poste ultra marin serait appréciée.

Expérience professionnelle et compétences recherchées

- Connaissances techniques dans les domaines de compétence de l'établissement.
- Connaissances en biologie (idéalement biologie marine).
- Connaissances dans le suivi technique de faune ou la protection d'espèces protégées.
- Aptitudes à l'exploitation et au traitement de données.
- Capacité à suivre un budget multi partenarial et multi financeur.
- Disposer de bonnes compétences rédactionnelles.
- Savoir concevoir des supports de communication.
- Anglais lu, parlé et écrit.

Aptitudes requises

- Capacité à concevoir et à gérer des projets et des études dans le domaine de la biodiversité.
- Capacité à gérer des fonds publics et spécifiquement des fonds européens.
- Savoir communiquer et adapter son discours aux différents publics rencontrés.
- Savoir animer une réunion et s'exprimer en public.
- Savoir négocier et convaincre.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Sens de l'organisation, rigueur.
- Esprit d'analyse et de synthèse.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Rachel BERZINS, Cheffe de la cellule technique de Guyane, par téléphone au 05.94.32.92.16 (Guyane) ou par courriel à rachel.berzins@oncfs.gouv.fr

ou

Anaïs GAINETTE, titulaire actuelle du poste, par courriel à coordination.prtm@gmail.com

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 15 novembre 2017** - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Appel de candidatures

Poste susceptible d'être vacant

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien «**Bâtiments**»
par voie de position normale d'activité

pour son service

Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Fonctionnaire de catégorie B - filière technique

Poste susceptible d'être vacant

Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros – Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :

Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la transition écologique et solidaire. Il comprend environ 80 agents répartis sur 6 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo, Cap Lardier) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles.

Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.

Le périmètre d'action du Parc qui s'étendait sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, notamment par le Conservatoire du littoral et des collectivités territoriales, s'est accru dans le cadre des dispositions de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux. Ainsi, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'Est. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.

Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public).

L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations de restructuration et de réhabilitation du patrimoine bâti sur les différents secteurs géographiques du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :

L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service et travaillera en relation avec le technicien chargé de la maintenance des bâtiments- sécurité qui a pour mission la

maintenance tous corps d'état et les contrôles et l'entretien en matière de mise en sécurité, et les agents des secteurs.

Le technicien bâtiments met en œuvre les opérations de réhabilitation des logements et de restructuration des locaux de travail des bâtiments du Parc national de Port-Cros, en prenant en compte les exigences du développement durable dont la transition énergétique :

- Définition du besoin et conduite d'opération
- Rédaction des dossiers de demande d'autorisation
- Maîtrise d'œuvre des travaux et/ou travail en collaboration avec des maîtres d'œuvre et bureaux d'études extérieurs
- Analyse technique des offres des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux
- Rédaction des cahiers des charges techniques de maîtrise d'œuvre et de travaux
- Suivi technique du marché
- Contrôle et suivi des travaux en lien avec les secteurs (Port-Cros, Porquerolles, cap Lardier)
- Échanges permanents avec les entreprises et les référents des secteurs (téléphoniques, par mails et courriers)
- Vérification des factures avant règlement
- Participation à la stratégie immobilière de l'établissement (en appui au Secrétariat général)
- Enregistrement des interventions, budget, classement et archivage de documents techniques

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Expérience significative en conduite d'opération dans le domaine du bâtiment
- Connaissances générales du bâtiment
- Connaissances générales en développement durable
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques
- Expérience souhaitable dans des fonctions similaires

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur du développement durable, technicien supérieur du ministère chargé de l'agriculture, technicien territorial, ...**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation (travail pluridisciplinaire)

Modalités pour candidater :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation faisant apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir, un curriculum-vitae détaillé, le dernier arrêté d'élévation d'échelon ainsi que les trois derniers entretiens d'évaluation, est à adresser à :

**Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex**

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
**« Recrutement technicien bâtiments
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »**

Attention :

Toute candidature déposée sur le site de la BIEP devra obligatoirement être doublée par un envoi à l'adresse ci-dessus mentionnée.

Poste à pourvoir le :

1er mars 2018.

Date limite de dépôt des candidatures :

Vendredi 1er décembre 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalités de sélection :

Une présélection des candidats se fera sur dossier.

Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés qui sera organisée lors de la première quinzaine du mois de décembre 2017.

Contacts :

Pour obtenir des compléments d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, cheffe du service Aménagement (pour les aspects techniques)

Tél. : 04 94 12 82 23

- M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général (pour les aspects administratifs)

Tél. : 04 94 12 82 35



Chef du service territorial Vésubie du Parc national du Mercantour

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, et, par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Poste à pourvoir à compter du 1er février 2018.

La date limite de réception des candidatures par le Parc national est fixée au **20 novembre 2017 (avant 18h)**.

Résidence administrative : Vallée de la Vésubie. Poste localisé à Saint Martin Vésubie (Alpes-Maritimes) sous l'autorité du directeur du Parc. Déplacement à prévoir sur tout le territoire du Parc et sa région.

Encadré par le directeur et directeur-adjoint du Parc national du Mercantour.

Personnel encadré : adjoint au chef du service territorial (ST), agents et assistante du ST, agents saisonniers.

Principaux interlocuteurs internes : Adjoint au chef du ST, agents et assistante du ST, direction, chargée de mission police/évaluation environnementale, chefs de services « Sensibilisation et Valorisation du Territoire », « Connaissance et Gestion des Patrimoines », « Service Informatique », chargée de mission ingénierie financière, Secrétaire générale.

Principaux interlocuteurs externes : Communes, services des EPCI et notamment de la Métropole Nice Côte d'Azur, services locaux de l'État, acteurs socio-économiques du territoire.

1. OBJET DU POSTE :

- Au sein du CODIR, participer à la définition des objectifs stratégiques et de la politique de l'établissement pour le ressort territorial de son service, sur l'ensemble des thématiques d'intervention du Parc national.
- Mobiliser, organiser et coordonner tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette politique dans le périmètre géographique du service territorial, notamment pour :
 - élaborer et traduire en actions les conventions d'application et les contrats de partenariat prévues par la charte du Parc national avec les communes adhérentes et les structures privées
 - l'application de la réglementation.
- Veiller à la bonne réalisation des actions sur le terrain et à leur évaluation.
- Piloter l'équipe du service territorial et organiser ses relations avec le siège.
- Assurer le lien institutionnel avec le territoire.

2. MISSIONS

Action stratégique et de programmation

Le chef de ST est chargé de la programmation et de la mise en œuvre d'une feuille de route conforme à la politique du Parc, appliquée au territoire dont il a la charge. Celle-ci comporte un volet technique, un volet sur les moyens financiers et humains, un calendrier prévisionnel, des points d'étape et éléments de contrôle d'atteinte des résultats. Elle est élaborée à travers un dialogue avec les chefs de services/cellule du siège, sous contrôle du directeur et du directeur-adjoint.

- Le chef du ST anticipe et contribue, en lien avec la direction et les services du siège, à la définition des besoins humains, matériels et financiers nécessaires à l'application de la stratégie de l'établissement sur le service territorial dont il a la charge ;
- En qualité de membre du CODIR, il participe à la définition des orientations stratégiques de l'Etablissement, à la prise de décision sur les dossiers concernant son champ d'intervention, à la définition d'équipes projet qui peuvent, le cas échéant, mobiliser des agents de son ST. Il peut proposer la participation de son adjoint au CODIR en fonction des thèmes traités.
- Il participe également à l'élaboration des lettres de mission thématiques si elles engagent un agent du ST.
- Il rend compte de l'activité du ST : suivi d'activité, remontées pour le rapport d'activité, renseignement des indicateurs du contrat d'objectifs du Parc, suivi annuel des conventions d'application et des contrats de partenariats et évaluations intermédiaires de la charte.
- Il travaille en réseau avec les autres chefs de services territoriaux.

Gestion du fonctionnement du ST et encadrement des équipes

Le chef de ST dirige et contrôle l'activité administrative, technique, budgétaire et financière du ST pour décliner localement les politiques conduites par l'établissement.

- Il organise et améliore si besoin le fonctionnement du ST.
- Il conduit les réunions de service en lien avec son adjoint.
- Il encadre les agents placés sous son autorité hiérarchique en lien avec son adjoint. Cet encadrement porte sur l'ensemble des champs d'action du Parc : surveillance, connaissance, protection et gestion des patrimoines naturel et culturel, développement local durable, sensibilisation et accueil. Il délègue à son adjoint une partie de l'encadrement opérationnel des agents techniques du ST, notamment sur les thématiques autres que le développement local.
- Il organise la participation de son service aux missions pilotées par les services du siège.
- Il organise les entretiens d'évaluation, en associant son adjoint et se charge des notations de l'ensemble du personnel du ST.

Animation territoriale et mise en œuvre de la charte

- Le chef de ST est le représentant territorial du Parc : il coordonne et développe les relations avec les partenaires locaux (élus, services de l'Etat, acteurs professionnels ou associatifs,...).
- Il conduit l'élaboration des conventions d'application de la charte avec les communes de son territoire, sous contrôle du directeur. A cette fin, il maintient un échange permanent avec les chefs de service du siège concernés par les actions envisagées. Il met en lumière les enjeux de développement durable et de protection spécifiques au territoire pour faire émerger les sujets à traiter en priorité dans les conventions. Il est l'interlocuteur des communes pour la mise en œuvre de ces conventions. Avec le soutien de la direction, il prépare et anime notamment les réunions annuelles avec le conseil municipal.
- Il appuie le montage de projets portés par des partenaires du Parc à travers des conseils sur les aspects techniques et financiers et le soutien à la concertation entre tous les acteurs concernés. Il peut à cette fin mobiliser l'expertise du siège et bénéficier de son

- soutien administratif ;
- Il détermine ce que peut être la participation du Parc à chaque projet (nature et volume). En particulier, il mobilise le dispositif de subventions de l'établissement : appui aux demandeurs, instruction et suivi des dossiers en liaison avec le siège, en particulier avec l'appui de la cellule stratégique et des assistantes de la direction.
- Outre l'action menée avec les communes, il peut, selon les priorités et les moyens disponibles, accompagner d'autres porteurs de projets (intercommunalités, associations...) dans la conception, la coordination et le développement de leurs projets concourant à la mise en œuvre de la charte du Parc.
- Il définit la représentation de son service aux réseaux thématiques animés par le Parc sur les thèmes liés au développement durable : agro-pastoralisme, forêt, éco-tourisme, culture, pédagogie, EEDD...
- Il contribue à l'animation de réseaux de partenaires de l'Etablissement à l'échelle du ST (*ex. observateurs naturalistes bénévoles, monde agricole, secours en montagne, offices de tourisme, établissement scolaires, Oncfs et Onf, stations de ski nordiques et alpins, réseau accompagnateurs en montagne, pratiquants d'activités de pleine nature et sports de montagne, monde de la chasse, acteurs culturels, gardiens de refuges, etc*) ;
- Le cas échéant, sur sollicitation du CODIR et selon sa disponibilité, il pilote des projets.
- Dans la perspective de valoriser les actions conduites sur le territoire, et de participer à une meilleure appropriation locale du parc et de ses missions, il peut être amené, en articulation avec la direction et le service SVT, à communiquer auprès des médias ou à contribuer à une valorisation pédagogique de ces actions.

Suivi des avis et autorisations réglementaires sur le service territorial

- Le chef de ST est l'interlocuteur territorial de la cellule stratégie territoriale pour l'instruction des demandes d'autorisations adressées au directeur pour l'ensemble des activités réglementées dans le cœur du parc national (*principalement manifestations publiques dont compétitions sportives, travaux, prises de sons et d'images, activités de recherche scientifique*) ;
- Il analyse la conformité réglementaire des projets à la charte, au code de l'environnement et au décret de création du Parc en lien avec la chargée de mission police et dans le respect des délais d'instruction ;
- Il liste les enjeux naturalistes, économiques et socio-culturels relatifs à chaque demande en s'appuyant sur sa connaissance du territoire et l'expertise des agents du ST ;
- Il assure, au niveau local, la liaison avec les pétitionnaires pour expliquer les enjeux environnementaux à prendre en compte, expliciter les modalités d'application de la réglementation en cœur et proposer d'éventuelles adaptations des projets permettant leur conformité avec la charte ;
- Il formule de manière synthétique l'avis technique et les prescriptions éventuelles du ST qui seront transmises à la cellule et à la direction pour décision finale. Il peut être amené à assurer auprès des pétitionnaires et des élus locaux du ST, un rôle de médiation et d'explicitation des prescriptions dont peuvent être assorties les décisions du directeur ;
- Il doit veiller, en lien avec ses adjoints et les agents du ST, au contrôle du respect des autorisations accordées par le directeur et à la mise en œuvre, le cas échéant, de rapport en manquement auprès de la direction ;
- Le Chef de ST contribue également à l'instruction des demandes d'avis simples (*Natura 2000, procédure de travaux*) pour lesquels l'établissement peut être sollicité par l'administration (*DDT, Dreal*) concernant des activités en aire d'adhésion des communes du Parc ;
- Il devra veiller à la bonne prise en compte des enjeux naturalistes en fonction des données de terrain disponibles et sera attentif aux enjeux économiques et politiques locaux rattachés aux projets pour lesquels le Parc est sollicité ;

- Il veillera à synthétiser et hiérarchiser les enjeux et les préconisations en concertation étroite avec la cellule stratégique dans l'objectif de finaliser l'avis technique de l'établissement.

3. COMPÉTENCES REQUISES ET SPÉCIFICITÉS DU POSTE

Compétences

- **Connaissances techniques :**
 - * connaissances et sensibilité à l'environnement, notamment des lois et règlements dans le champ de l'environnement et notamment des espaces protégés
 - * connaissances en développement local, montage et suivi de projets simples ou complexes (aspects méthodologiques et financiers)
 - * connaissance des techniques de fonctionnement et d'animation de réseaux thématiques
 - * connaissance sur les activités économiques de territoires ruraux et néanmoins touristiques
 - * connaissance des logiques de fonctionnement des collectivités et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'Etat et des collectivités
 - * connaissances en méthodes de gouvernance : gestion de la complexité des systèmes (outils de pilotage, méthodes de travail transversal...), implication des acteurs (médiation, concertation), évaluation participative.
- **Savoir-faire :**
 - * savoir gérer des équipes administratives et techniques (expérience professionnelle de 5 ans minimum)
 - * savoir dégager les enjeux de développement durable au regard de la situation d'un secteur économique ou d'un territoire et de son évolution.
 - * savoir analyser et reformuler une commande
 - * comprendre et savoir s'adapter aux logiques d'acteurs
 - * savoir conseiller et assurer une assistance à maîtrise d'ouvrage
 - * savoir assurer un suivi rigoureux des projets
 - * savoir susciter des initiatives et évaluer leur pertinence
 - * savoir rendre compte et identifier les décisions nécessitant des arbitrages
 - * démontrer de bonnes qualités rédactionnelles
- **Autres**
 - * être titulaire du permis B
 - * connaître le milieu montagnard et si possible le terrain d'exercice des missions
 - * maîtriser les outils informatiques et bureautiques
 - * notions d'italien appréciées.

Contraintes du poste : étendue de la zone d'intervention impliquant de nombreux déplacements en voiture, y compris en hiver, sorties de terrain régulières, horaires adaptés aux exigences du service.

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice pour les fonctionnaires).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie électronique de façon à être réceptionnés au plus tard le **20 novembre 2017 (avant 18h)**. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement organisé au siège du Parc du Mercantour fin novembre/début décembre.

Les candidatures sont à adresser, par voie électronique exclusivement à :

Monsieur Christophe Viret
(christophe.viret@mercantour-parcnational.fr)

Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Monsieur Laurent SCHEYER,
Directeur-adjoint
laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr

Mme Marie-Pierre EUZENOT-FÜRTHAUER
Secrétaire Générale
marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Vanessa FAYET
Assistante de direction
vanessa.fayet@mercantour-parcnational.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

FranceAgriMer

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction générale

Directeur/Directrice général/e adjoint/e

N° appel à candidature :	Catégorie : A+	
Cotation parcours professionnel :	Cotation part fonction PFR :	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : Montreuil (93)	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche.</p> <p>Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,...).</p> <p>Au 31 décembre 2016, FranceAgriMer comptait un millier d'agents, dont environ un tiers basés dans les services territoriaux, en DRAAF.</p>	
Objectifs du poste	<p>Le/la directeur/directrice général/e adjoint/e participe, aux côtés de la directrice générale, à la définition et au pilotage des orientations et actions de l'établissement, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance de l'établissement, dont la reconduction doit intervenir au cours des prochains mois.</p> <p>Il/elle assiste et supplée la directrice générale dans l'exercice de ses fonctions et peut se voir confier par elle des missions propres.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le/la directeur/directrice général/e adjoint/e participe à l'animation de l'équipe de direction et plus largement, de l'encadrement de l'établissement, il/elle représente la directrice générale, en tant que de besoin, auprès des tutelles, des partenaires institutionnels de l'établissement, des responsables professionnels des filières agricoles et de la pêche. Il/elle conseille et assiste la directrice générale dans l'ensemble de ses missions.</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Tutelles (cabinets et directions d'administration centrale), responsables professionnels des filières agricoles et de la pêche, dirigeants d'autres établissements publics sous tutelle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, directeurs des DRAAF.</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
	<p>Connaître les secteurs d'activité couverts par l'établissement, ainsi que les politiques publiques les concernant.</p> <p>Une expérience concrète et réussie de la relation avec les professionnels est un pré-requis.</p> <p>Une expérience du fonctionnement d'un établissement public serait appréciée.</p>	<p>Expérience solide et réussie de direction de haut niveau (administration centrale ou déconcentrée, établissement public...),</p> <p>Aptitudes éprouvées à la négociation</p> <p>Sens de l'écoute et du dialogue</p> <p>Capacité à arbitrer</p>
Personne à contacter	<p>Christine AVELIN, Directrice générale 01.73.30.20.50 christine.avelin@franceagrimer.fr</p>	